

Point presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et les Comores, à Paris le 21 juin 2013.

QUESTION : « Est-ce que vous pouvez nous dire un petit mot sur les relations que vous avez évoquées avec le Président des Comores sil vous plaît ? »

LE PRESIDENT : « Avec le Président des Comores, nous avons signé une déclaration d'amitié pour engager une politique de coopération parce que les Comores ont besoin d'être soutenues dans leur développement et également pour régler vous le savez ces drames humains qui ne peuvent plus être acceptés, et de faire en sorte que nous puissions mieux nous organiser pour éviter ce type de situation.

QUESTION : « Est-ce que vous avez évoqué la résolution 3385 de l'ONU qui réclame justement que Mayotte revienne dans le giron des Comores ? »

LE PRESIDENT : « Vous connaissez les positions de chacun et nous avons préféré parler de la déclaration d'amitié. »

QUESTION : « Va-t-il y avoir un nouveau groupe de travail de haut niveau ? Le GTHN ? »

LE PRESIDENT : « Nous travaillons ensemble pour une coopération régionale. Voilà le sens de notre démarche. »

QUESTION : « Comment est-ce que vous pouvez aujourd'hui régler ce problème entre Mayotte et, justement, les Comores ? Parce que c'est le plus grand cimetière marin au monde. »

LE PRESIDENT : « C'est ce que je vous ai dit. Nous devons régler ces drames humains, on ne peut pas les accepter. D'abord par un système de contrôle plus efficace, une lutte contre ceux qui organisent ces passages au risque on le sait de péril pour ceux qui utilisent ces passeurs. Et ensuite en faisant en sorte qu'il y ait des mouvements de population qui puissent être acceptés par la France.

QUESTION : « Est-ce que vous avez évoqués également le problème de l'accident qui va fêter malheureusement ses 4 ans ? »

LE PRESIDENT : « Oui, nous l'avons évoqué car cette catastrophe aérienne a bouleversé nos deux pays. QUESTION : « La France a souhaité aider les Comores tout récemment pour la tentative de coup d'Etat. Est-ce que vous avez avancé ? Est-ce que vous avez réussi à arrêter un certain nombre de gens ? »

LE PRESIDENT : « Ce sont les autorités comoriennes qui ont arrêté ceux qui étaient prêts à déstabiliser le pays une nouvelle fois. Cela fait des années que cela dure. Ces personnes ont été arrêtées et j'ai assuré le Président comorien que nous apporterons toutes nos coopérations, tous nos renseignements pour que l'on remonte jusqu'aux instigateurs de ce complot. »

QUESTION : « Monsieur le Président sur la coopération, comment va se concrétiser cette nouvelle politique de coopération ? »

LE PRESIDENT : « Politique d'appuis aux investissements, aussi de soutien à ce qu'on appelle la Diaspora comorienne, qui est d'ailleurs très présente en France. Il y a plus de 300 000 Comoriens qui vivent en France, certains d'ailleurs avec une double nationalité. C'est une richesse que nous devons aussi mettre au service des Comores. Nous ferons donc en sorte qu'il y ait des projets qui puissent être soutenus et des Comoriens qui vivent en France quand je dis en France, c'est la Réunion, Mayotte, c'est aussi la métropole qui puissent investir ou agir pour le développement des Comores. »

Comores. »

QUESTION : « Avez-vous parlé des projets liés à l'environnement ? Il y a de nombreuses catastrophes naturelles dans la région. La Commission de l'Océan Indien (COI) travaille en ce sens. Est-ce que la France à travers la COI continuera justement dans cette lancée ? Et fera en sorte qu'il y ait un parallèle entre Mayotte et les Comores ? »

LE PRESIDENT : « Je vous ai parlé de coopération régionale. Nous voulons qu'il y ait une organisation davantage qu'aujourd'hui au plan régional justement pour la prévention d'un certain nombre de catastrophes et une action concertée pour protéger l'environnement. Nous travaillons dans cet esprit. C'est pour cela que le ministre LUREL a participé à l'entretien. »

QUESTION : « Est-ce que le président des Comores vous a invité chez lui ? »

LE PRESIDENT : « Nous n'avons pas évoqué cette éventualité. »

QUESTION : « Est-ce qu'il y aura un assouplissement du visa Balladur ? »

LE PRESIDENT : « Nous en avons parlé. Il reste encore des difficultés à régler. »